

André Vallini : "Les citoyens se sont réappropriés la justice"

Le président de la commission d'enquête parlementaire sur Outreau tire un bilan positif des travaux qui ont passionné les Français. Il souhaite que les candidats à la présidentielle s'inspirent du rapport final

Voilà un homme politique qui a su appliquer son programme. Il y a trois mois, André Vallini, président PS de la commission parlementaire sur l'affaire d'Outreau, martelait dans une interview à *La Provence* qu'il souhaitait que les travaux de cette instance "soient pédagogiques et servent à l'instruction civique". Jugé avant l'heure par tous ceux, avocats, acquittés, élus, qui doutaient de la volonté de la commission de jouer la transparence, il estime que lui et ses vingt-neuf collègues ont déjà rempli leur mission. Au fil des auditions télévisées "*Les Français se sont réappropriés la justice*". A la veille de la fin des débats (il doit entendre Pascal Clément, ministre de la Justice mercredi) et avant la rédaction du rapport qui doit être rendu le 7 juin, il évoque ses doutes, le soutien des citoyens qui "devenus incollables sur la procédure pénale", le "formidable apport pour l'image de l'Assemblée" que représente "sa" commission. Il souhaite que le rapport de la commission Outreau serve de base pour une vraie réforme de la justice à tous les candidats à la présidentielle.

— **Vous voilà à la fin du marathon des auditions. Quel bilan en tirez-vous ?**

"Nous avons débuté nos travaux dans un contexte très houleux. Aujourd'hui, après plus de 200 heures d'audition qui nous ont permis de donner la parole à 200 personnes et se terminent mardi, la "commission Outreau" est unanimement saluée. En pleine période de remise en cause de la classe politique (1), le bilan est très positif pour l'image de l'Assemblée nationale et donc pour la démocratie. Les Français ont vu des députés qui écoutaient leur concitoyens avec attention et sans a priori durant parfois neuf heures d'affilée plusieurs jours de suite."

— **Vous pensez vraiment que vous avez "secoué" la démocratie en vous penchant sur la justice ?**



André Vallini, président PS de la commission Outreau et Philippe Houillon, rapporteur UMP, vont entendre demain et mardi le procureur général et le premier président de la Cour de Cassation. L'audition du ministre de la Justice achèvera les débats mercredi.

Photo AFP

"En tout cas, les citoyens nous ont suivi parce qu'il ne s'agissait pas d'une commission sur un sujet théorique ou hors du temps.

"Nous avons évoqué des problèmes vécus par des gens comme eux et souvent douloureuse-

Les gens sont devenus des spécialistes de la procédure pénale. Ils n'étaient pas seulement devant leur télé pour le témoignage des acquittés d'Outreau.

ment. Ils ont compris que nous nous attachions vraiment à remettre à plat la procédure pénale, toute la "machine judiciaire". J'ai été frappé par l'intérêt suscité par nos travaux. Même des collègues députés qui ne faisaient pas partie de la commis-

sion ont été félicités pour cette démarche parlementaire par leurs électeurs. Un jour où j'étais très préoccupé par une audition, je me suis trompé de train à Paris et je me suis retrouvé à Marseille au lieu de Grenoble, à quelques heures d'un match de l'OM. Eh bien, des supporters m'ont reconnu à la gare et m'ont parlé des auditions, m'ont félicité pour le travail accompli. Au fil des discussions que j'ai dans ma circonscription, je me suis rendu compte que les gens sont devenus des spécialistes de la procédure pénale. Ils n'étaient pas seulement devant leur télé pour le témoignage des acquittés d'Outreau. Ils me demandent s'il faut garder ou pas le juge des libertés et de la détention (JLD), discutent du rôle des experts, de celui du juge d'instruction. Les Français se sont réappropriés la justice, leur justice avec la commission Outreau."

— **Mais justement, n'avez-vous pas déstabilisé le**

monde judiciaire en montrant ses failles dans l'affaire d'Outreau ?

"Je sais que la justice a été mise à rude épreuve ces dernières semaines, que des présidents de tribunal ont été pris à partie. J'ai condamné ces dérapages et j'ai assuré de mon soutien les magistrats, car leur métier est très difficile. Mais il était inévitable que des tensions apparaissent au regard de l'enjeu. Je ne regrette pas une seule seconde d'avoir permis la retransmission des débats, d'avoir milité pour la transparence.

"Cela m'a valu des nuits difficiles quant je préparais l'audition du juge Burgaud dont je regrette aujourd'hui la trop grande médiatisation, mais c'était la seule manière de mettre la justice au cœur du débat politique plutôt qu'au milieu de querelles politiciennes. La commission a été l'occasion d'un véritable exercice d'autocritique. Des magistrats, des experts, des avocats, des journalistes ont reconnu leurs erreurs."

— **Et les députés qui font les lois, sont-ils prêts aujourd'hui à faire leur autocritique ?**

"Ce ne sera pas la moindre des vertus de la commission Outreau. Nous devons nous poser collectivement la question de notre responsabilité dans les dérives de la justice. La gauche en accumulant les réformes a compliqué la procédure pénale et alourdi le travail des magistrats. La droite, par un succession de lois répressives, a réduit les droits de la défense et fait reculer la présomption d'innocence."

— **Alors faut-il d'urgence une réforme de la justice qui reprenne les conclusions de votre rapport ?**

"Avec Robert Badinter, je conviens que le temps de la justice n'est pas celui de la politique. Alors que la majorité présidentielle et parlementaire est à bout de souffle, je pense qu'il faut attendre l'élection présidentielle et une majorité renouvelée

La gauche a compliqué le travail des juges.
La droite a fait reculer la présomption d'innocence.

qui ait une nouvelle légitimité pour bâtir une véritable réforme de la justice qui coure jusqu'en 2012. Elle ira de la réforme du CSM à la carte judiciaire en passant par un loi organique sur la responsabilité des magistrats.

"En attendant, je souhaite que le rapport de la commission Outreau que nous devons rendre le 7 juin, soit adopté à l'unanimité, même s'il évoque des options possibles sur certains thèmes. Et surtout, je voudrais qu'il soit le document de référence pour tous les candidats à la présidentielle. Car la justice sera un enjeu majeur de cette élection."

Recueilli par Philippe LARUE

(1) voir aussi en page 19

l'interview de Bastien François sur le divorce entre les Français et les hommes politiques.